

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTOM - ISDND de St Sauves d'Auvergne

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20260409-RAP-63-0286-Inspection-ISDND-Saint-Sauves-d'Auvergne.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement VALTOM - ISDND de St Sauves d'Auvergne implanté Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM - ISDND de St Sauves d'Auvergne
- Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005601647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral n° 20211461 du 22 juillet 2021. Par arrêté préfectoral complémentaire n° 20231755 du 13 octobre 2023, le site est autorisé à traiter les lixiviats d'autres ISDND exploitées par le VALTOM.

L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation. Le SMCTOM représente 16 000 habitants avec des augmentations significatives de la population en périodes touristiques. Il couvre 35 communes et 3 communautés de communes toutes comprises dans le Puy-de-Dôme. Il assure la collecte, le regroupement des déchets (réalisé sur l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne) puis le transport jusqu'à VERNEA pour les OMR et PAPREC au Brezet pour la collecte des déchets triés. Il dispose de 5 déchetteries dont une sur le site de Saint-Sauves.

La cessation de l'exploitation de l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne est intervenue le 31/12/2022, avec maintien du casier amiante. Les casiers 3B et 4, initialement prévus, ne seront pas ouverts. Il est envisagé que le casier 3B soit destiné à l'amiante. Le site est passé en suivi post-exploitation à compter du 01/01/2023.

Un projet de conversion du site est en cours d'étude par le VALTOM sur l'emplacement initialement prévu pour le casier 4 et prévoit la création de nouvelles activités :

- nouvelle déchetterie, en remplacement de l'actuelle ;
- évolution de la plateforme de broyage de déchets verts
- création d'une plateforme biodéchets de compostage (inauguration le 17/04/2026) ;
- massification des gravats de déchetteries pour valorisation ;
- stockage des bâches agricoles lors des campagnes de collecte.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
2	Suivi post-exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Entretien et surveillance des bassins	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.2.3.	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
4	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.2	/	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Couverture finale	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Traitement des lixiviats (PFAS)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	PAC reconversion + PAC casier amiante	Code de l'environnement, article L.181-14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Avec la fin d'exploitation des casiers de l'ISDND (hors amiante), le VALTOM a mis en place, courant 2023, une couverture provisoire sur l'ensemble du casier 3A.3 répondant partiellement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

La mise en place de la couverture finale du casier 3A.3 devait intervenir réglementairement avant le 31/12/2024. Ce délai n'a pas été respecté mais il est prévu que les travaux débutent en juin 2026 maintenant que les études de stabilité nécessaires sont réalisées. D'ici la fin de l'année 2026 cette couverture devra être mise en place et en cas de non-respect de cette échéance, l'exploitant s'expose aux dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

De la même manière, la reprise d'étanchéité des têtes de puits de dégazage 4 et 6 du casier 1 devait intervenir avant fin novembre 2022. Une nouvelle campagne de mesure des émissions en CH4 a été réalisée en 2025, alors que la torchère ne fonctionnait plus depuis 8 jours, ce qui a entraîné l'apparition de zones d'émissions diffuses. Les réparations du réseau de captation devront prendre en compte au mieux les résultats des deux campagnes, être réalisés dans les meilleurs délais et au plus tard en même temps que les travaux de mise en place de la couverture finale du casier 3A.3 et

de son nouveau réseau de captation du biogaz.

L'exploitant doit également transmettre un dossier de passage en post exploitation du site, idéalement avant le début des travaux et sous 4 mois au plus tard.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 18/11/2025
Prescription contrôlée : <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables dans les nouveaux casiers, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
Constats : <p>Une nouvelle campagne de mesure des émissions diffuses a été réalisée le 03/04/2025 par VALO CONSULT.</p> <p>Les points d'émission listés sont beaucoup plus nombreux que lors de la précédente campagne du 10 mai 2022 (2 points listés au dessus de 300ppm de CH4 en 2022 contre 12 en 2025). Le rapport de 2025 indique néanmoins que la torchère était à l'arrêt depuis 8 jours pour cause de panne lors des relevés:</p> <p><i>"Le casier 2 est le secteur le plus réactif avec des émissions diffuses concentrées sur le talus nord, à des concentrations essentiellement dans la gamme 300 / 3 000 ppm de méthane et un maximum à 6 000 ppm de méthane. Ces émissions sont probablement liées à l'arrêt de fonctionnement de la torchère et du soutirage du biogaz. On relève également une émission non canalisée au niveau du puits situé au sommet de ce casier 2.</i></p>

En dehors du casier 2, le site présente dans l'ensemble une bonne étanchéité vis-à-vis des risques d'émissions de biogaz."

Aucune émission diffuse n'avait été constatée en 2022 (uniquement à la base de deux têtes de puits).

La mise en place du nouveau réseau de captation sur le casier 3A.3 et la reprise de l'étanchéité sur le réseau existant seront effectués à partir de juin 2026 lors des travaux de couverture finale du casier 3A.3.

L'exploitant fera une nouvelle cartographie 1 an après la réalisation des travaux et envisage de conserver ce rythme annuel d'une cartographie par an par la suite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Réaliser les travaux de reprise d'étanchéité de l'existant et de mise en place de la captation pour le casier 3A.3 durant le deuxième semestre 2026;**
- **Réaliser une nouvelle cartographie des émissions diffuses sous 1 an après la réalisation des travaux en s'assurant au préalable du bon fonctionnement de la torchère afin d'obtenir des mesures représentatives.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Suivi post-exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi post-exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

Dès la fin de l'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;
- le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ; la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;
- la fréquence des contrôles prévue est adaptée selon les fréquences suivantes :
 - volumes des lixiviats collectés : semestrielle ;
 - composition des lixiviats collectés : semestrielle ;
 - composition du biogaz CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S : semestrielle.

(...)
Constats : En attendant la réalisation de la couverture finale du casier 3A.3 et la rédaction du programme de suivi post-exploitation, l'exploitant s'est positionné sur un rythme d'analyses trimestrielles pour les eaux de ruissellement et les lixiviats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Intégrer au porter à connaissance portant sur le passage en post-exploitation le programme de suivi afférent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Entretien et surveillance des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des bassins
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les ouvrages de rejets et les équipements de traitement intermédiaires sont régulièrement visités et nettoyés. En particulier, le fond du bassin de stockage visé à l'article 4.3.2.1 doit être curé régulièrement à chaque fois que nécessaire et au minimum tous les 5 ans. 4.3.2.1. Drainage, collecte et stockage des lixiviats L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et le contrôle du bon fonctionnement des drains. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier le respect de cette limite.

Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. Les lixiviats sont collectés dans un ou des bassins adaptés correctement dimensionnés d'une capacité totale d'au minimum 350 m³, puis de 1000 m³ après mise en service des casiers 3 et 4.

Constats :

Le bassin des lixiviats a été curé pour la dernière fois en 2021. Il doit donc l'être à nouveau en 2026 au plus tard. SUEZ (en charge de l'entretien de la station de traitement) avait préconisé ce curage dès 2023.

Une analyse des boues réalisée par le laboratoire Terana indique une teneur de 1900mg/kg de COT alors que la décision du conseil du 19 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE, prescrit en son article 2.2.2 que la limite est à 800mg/kg.

Il est donc nécessaire de passer par un traitement adapté pour les déchets dangereux.

L'exploitant souhaite demander une dérogation pour que ces déchets puissent être admis en ISDND étant donné que le dépassement ne concerne que le paramètre COT.

L'inspection indique qu'une analyse en PFAS sur ces boues sera demandée dans le cadre de l'instruction de cette demande de dérogation.

Concernant le bassin des eaux de ruissellement (mis en place en 2019), la vérification de la hauteur de sédimentation n'a pas été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera un curage du bassin des lixiviats et fera traiter les boues dans une filière adaptée en 2026.

Une mesure de la sédimentation dans le bassin des eaux de ruissellement est également à effectuer pour garantir la conservation du volume de réserve incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

10.2.2.1. Suivi des eaux de ruissellement

En complément des dispositions de l'article 4.3.8.1, **l'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1 sont analysés chaque semestre**, ainsi que le pH et la conductivité ;

Les paramètres Cu et Zn seront analysés chaque trimestre.

Leur volume est également déterminé au minimum une fois par semestre.

10.2.2.2. Suivi des rejets de lixiviats par l'exploitant

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. La fréquence des

prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous : Lixiviats Périodicité en phase d'exploitation Périodicité en phase de suivi Périodicité en phase de suivi : semestrielle, voire annuelle pour cyanures libres et fluorures
Constats : 4 analyses ont été effectuées en 2025 (avril, juin, octobre et novembre). Celles de juin et d'octobre présentent notamment des dépassements en DCO et en COT pour les lixiviats traités. L'exploitant indique que les apports en lixiviats de l'ISDND de la Taupe à Vergongheon ont été stoppés. Ces lixiviats allant maintenant exclusivement (sauf situation d'urgence) sur l'ISDND d'Ambert depuis que la cuve tampon y a été installée. Cette action devrait permettre de ne plus avoir de dépassements sur ces paramètres (liées notamment à un brassage du bassin lors du déversement des lixiviats extérieurs). Concernant les eaux de ruissellement, on observe toujours un pH élevé en été (9.5 pour une VLE à 8.5).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour les lixiviats, les paramètres DCO et COT seront à surveiller en 2026 pour vérifier que les VLE sont respectées suite à la mesure corrective prise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Couverture finale
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025
Prescription contrôlée : Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires. La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :

- une couche d'étanchéité ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

« Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit. Toutefois :

- « - la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;
- « - pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre. »

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Constats :

L'étude géotechnique G5 (diagnostic) Fondasol de stabilité du flanc du casier 3A.3 référence PR.63GT.24.0145.IND.A-001 a été fournie le 18/06/2025. La pente 2H/1V (24°) est respectée grâce à l'ajout d'un épaulement. Cette pente du flanc entraîne des modifications dans la gestion des eaux pluviales (descentes d'eaux à adapter à la pente plus douce, fossés et réseaux à décaler car ils sont actuellement au pied de la digue).

Cette étude doit être complétée d'une étude géotechnique G3 (exécution), ce qui explique la non réalisation de la couverture finale du casier 3A.3 en 2025.

Les travaux sont prévus à partir de juin 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<ul style="list-style-type: none"> - Fournir le PAC du passage en post-exploitation de l'ISDND sous 4 mois ; - Réaliser les travaux de couverture finale du casier 3A.3 avant le 31 décembre 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. <p>II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>

III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : Le plan de défense contre l'incendie n'a pas encore été rédigé. Celui-ci devra intégrer les activités de l'ensemble du site (ISDND, quai de transfert, déchetterie, compostage biodéchets, broyage déchets verts).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera son plan de défense contre l'incendie sous 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Traitement des lixiviats (PFAS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des lixiviats (PFAS)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; -gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Un appel d'offres du VALTOM pour le marché d'exploitation et de gestion de la station de traitement a été réalisé en 2024. SUEZ, exploitant actuel de la station, a fait une proposition incluant un traitement spécifique pour

<p>les PFAS par charbon actif.</p> <p>Un filtre complémentaire au filtre actuel (filtre de base) serait mis en place. Cela nécessiterait un renouvellement plus régulier du filtre de base (derniers changements le 22/08/2023 puis le 06/05/2025). Il est précisé que la réussite de ce traitement est soumise au fait que la lagune de stockage soit curée. SUEZ indique que les résultats attendus sont un abattement de 60% à 80% des PFAS alors que le traitement actuel propose un abattement de 20% à 30% (donnée issue des analyses de 2024).</p> <p>Aujourd'hui la station est pilotée par des analyses hebdomadaires (lixiviats bruts et traités) de SUEZ sur le pH, les MES, la DCO, le phosphore total et l'azote global pour estimer la saturation du charbon. Il est à noter que la charge en MES nécessite un rétrolavage, pour décolmater le filtre, de manière assez régulière.</p> <p>L'exploitant indique vouloir attendre les évolutions de la réglementation sur les PFAS afin de dimensionner correctement sa station de traitement. Le traitement proposé par SUEZ est 2.5 fois plus cher que le traitement actuel mis en place, facturé au VALTOM par m³ traité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à mettre en place la solution proposée par SUEZ à l'issue du dernier appel d'offres, sans attendre de réglementation spécifique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : PAC reconversion + PAC casier amiante

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.181-14</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, PAC reconversion + PAC casier amiante</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une plateforme de compostage de biodéchets a été mise en place. Celle-ci est non classée au titre de la rubrique 2780-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Sont récupérés notamment les restes alimentaires des restaurateurs de la zone de collecte sélective.

Un agrément sanitaire de la part de la DDPP est attendu après les analyses qui auront lieu sur les premiers lots. L'inauguration de la plateforme étant prévue le 17/04/2026.

Un bassin de rétention pour la zone dont la future déchetterie à enregistrement ainsi que 3 alvéoles (bois, gravats, déchets verts) ont été créées. Celles-ci étaient vides.

Concernant le projet de futur casier amiante, celui-ci serait réalisé dans le casier 3B initialement destiné à recevoir des déchets non dangereux. Le casier amiante actuel arrivant à saturation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé au VALTOM que la construction de la future déchetterie à enregistrement est soumise au dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement au service de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite